

# Communiqué de presse de l'Association pour la Liberté Académique (ALIA)

Le 24 février 2025

## Appel d'ALIA à rejoindre le mouvement « Debout pour la science » (“Stand up for science”) le 7 mars 2025

**Les attaques aux États-Unis conduites par Donald Trump et Elon Musk contre la science et la démocratie sont d'une violence sans limite. Après la sidération, la résistance s'organise dans les universités américaines. Le 7 mars aura lieu aux États-Unis une grande journée de mobilisation “Stand Up For Science”. En solidarité avec nos collègues d'outre-Atlantique, mais aussi avec une conscience aiguë de la gravité des atteintes à la liberté académique dans notre propre pays et partout en Europe, une mobilisation équivalente se déroulera en France le même jour. ALIA appelle la communauté universitaire à rejoindre le mouvement « Debout pour la science » (*Stand Up For Science France*) et à participer activement à son organisation.**

Dans [une tribune](#) parue le 11 février dans le journal Libération sous le titre « Elon Musk : le rêve fou d'un homme pour contrôler le savoir, le réel et le monde », l'Association pour la Liberté Académique alertait sur l'ampleur et la gravité des attaques de l'administration Trump contre la science : autodafés numériques, contrôle du langage scientifique, suspension des recrutements, remise en cause des collaborations internationales. ALIA soulignait alors que « ces entreprises de liquidation de la science et de la liberté académique » risquaient également de « nourrir un peu plus les projets des divers partis politiques et gouvernements qui, ici en Europe, partagent les orientations libertariennes de D. Trump et E. Musk ou basculent vers les droites extrêmes ». Depuis, les États-Unis sont devenus le théâtre d'une mise en application littérale et affolante de la dystopie orwellienne : manipulation des faits et de la vérité, police de la pensée, censure et effacement de certains savoirs. Des dizaines de milliers d'emplois scientifiques sont supprimés. Des demandes de financement sont retoquées, des livres sont supprimés des bibliothèques parce que des mots « bannis » sont utilisés. Une décimation est en cours. L'impensable a lieu aujourd'hui sous nos yeux.

ALIA a apporté son soutien à nos collègues américains en signant [une lettre de solidarité](#). Aujourd'hui il faut aller plus loin, non seulement dans la solidarité, mais aussi dans l'action pour sauvegarder et défendre l'université et la recherche dans notre propre pays. Les « procédures bâillon » et les commentaires haineux contre les vérités scientifiques se sont multipliées. Les attaques que nous subissons n'ont certes pas la violence destructrice infligée à la science par l'administration Trump, mais c'est désormais le cœur de l'université et de la recherche françaises qui est visé par une entreprise de destruction massive de nos laboratoires et de nos formations, dans un contexte d'amputation majeure du budget de la Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur (MIREES). En effet, après le projet du directeur du CNRS de concentrer les moyens de cet organisme de recherche sur seulement 25% des laboratoires, c'est au tour de l'offre de formation universitaire de subir les attaques du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). Les évaluations-sanctions humiliantes et injustifiées qui sont récemment arrivées dans les établissements risquent de conduire à la suppression de dizaines de formations de licence et de master, en particulier dans les disciplines des Sciences Humaines et Sociales, mais pas seulement.

En portant atteinte à nos moyens et à nos missions, à nos laboratoires et à nos formations, le gouvernement et les organismes d'État qui dirigent la recherche et l'université attentent directement à la liberté académique. En effet :

- amputer le budget des universités et de la recherche, pour mieux déposséder les personnels de leur liberté de choix scientifiques et pédagogiques, c'est attenter à la liberté académique ;
- supprimer, par un choix autoritaire et bureaucratique, des laboratoires reconnus dans leur domaine de recherche, c'est attenter à la liberté académique ;
- fermer des diplômes et des formations sous le prétexte vague et discutable de défaut de professionnalisation, c'est attenter à la liberté académique ;
- interdire les débats au sein de l'université, c'est attenter à la liberté académique.

Parce que les événements aux États-Unis nous montrent de manière criante que démocratie et liberté académique sont intimement liées, ALIA appelle la communauté de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à rejoindre le mouvement « Debout pour la science » (*Stand Up For Science France*) et à s'investir dans les collectifs locaux d'organisation comme dans la coordination nationale du mouvement. À cette fin, elle invite les collègues de tous statuts à s'inscrire sur [le site dédié](#), à partager et à faire connaître le plus largement cette action qui doit solidariser la Science, l'Université et la Société autour de ces valeurs indissociables que sont la démocratie et la liberté académique.



### **Association pour la Liberté Académique ALIA**

✉ [contact@liberte-academique.fr](mailto:contact@liberte-academique.fr)

🌐 <https://liberte-academique.fr>

*L'Association pour la Liberté Académique ALIA compte 399 membres à ce jour. Elle a pour but de promouvoir et de défendre la liberté académique.*